GOASTELLEC Gaële. *Understanding inequalities in, through and by higher education*

Rotterdam: Sense Publishers, 2010, 140 p.

Nicolas Charles

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/3246>

DOI : 10.4000/rfp.3246

ISSN : 2105-2913

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2011

Pagination : 135-136

ISBN : 978-2-84788-329-9

ISSN : 0556-7807

Référence électronique

Nicolas Charles, « GOASTELLEC Gaële. *Understanding inequalities in, through and by higher education* », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 176 | juillet-septembre 2011, mis en ligne le 15 septembre 2011, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/3246> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfp.3246>

Des *conditions* doivent être réunies pour assurer au mieux cette universitarisation de la formation des enseignants. Bourdoncle analyse trois dimensions dans ce processus : les structures, les savoirs et programmes, et les formateurs. Le choix de l'institution est important : pour Altet, l'université doit conforter l'identité des instituts chargés de la formation des enseignants. Du côté des formateurs, l'université doit pouvoir assurer la présence simultanée des universitaires et des formateurs de terrain. Les formateurs, quels qu'ils soient, ont d'ailleurs une question en commun concernant leurs enseignements : « En quoi ces contenus participent[-ils] à la construction de compétences professionnelles ? » (Lessard). Une dernière condition est rappelée par plusieurs auteurs : travailler avec un référentiel de compétences. Celui-ci est tout à la fois un outil de dialogue entre les acteurs, un pivot de la formation et un horizon professionnel à atteindre (Lessard). Toutefois, s'il doit constituer une référence partagée pour tous les intervenants (Desjardins et Hensler), il reste porteur d'une tension entre application (ou soumission de la formation à ce référentiel) et interprétation.

À la fin de cette note, nous voudrions soulever une nouvelle tension apparue en France depuis la réforme de la mastérisation de la formation : non seulement il faut assurer une formation professionnelle à l'université en intégrant les différents types de savoirs déjà évoqués, mais il faut aussi intégrer des savoirs disciplinaires de haut niveau puisqu'il s'agit, pour la plupart des masters créés en France, de préparer aux concours de recrutement de professeurs du premier ou du second degré. En conclusion de l'ouvrage, Altet évoque la place de la recherche dans les programmes de formation, présente par ses résultats, voire présente sous forme de projets collaboratifs. Il nous semble cependant que les contributeurs n'abordent pas une question qu'il conviendrait d'approfondir : une formation universitaire de haut niveau peut-elle s'exonérer d'une formation des étudiants *par* la recherche ?

Valérie Legros

Université de Limoges, IUFM du Limousin, DYNADIV

GOASTELLEC G. [dir.] (2010). *Understanding inequalities in, through and by higher education*. Rotterdam : Sense Publishers, 140 p.

L'objectif de l'ouvrage dirigé par Gaële Goastellec est d'offrir un nouveau cadre à la sociologie des inégalités dans l'enseignement supérieur, champ scientifique qui fait face, au niveau international, à une évolution fondamentale : plus l'enseignement supérieur se massifie, plus il se diversifie, recomposant dès lors les inégalités d'accès et créant de nouvelles inégalités de réussite et d'insertion. Si l'enjeu de

l'accès aux études supérieures a désormais été largement exploré en matière de sélection et de financement, les inégalités de réussite et d'insertion restent relativement peu analysées. Le cadrage théorique proposé en conclusion, distinguant les inégalités d'accès, de réussite et d'insertion, éclaire ainsi les huit contributions pour partie issues d'un colloque international.

Les premières contributions questionnent les inégalités d'accès à l'enseignement supérieur. À partir du cas de la Serbie, Martina Vukasović et Cláudia S. Sarrico examinent la pertinence des catégories sociologiques pour mesurer les inégalités : la profession des parents de l'étudiant ne permettant pas de saisir l'ensemble des effets de son origine socio-économique, les auteurs proposent d'utiliser un indicateur synthétique des diverses caractéristiques sociodémographiques de l'étudiant telles que l'origine ethnique, le diplôme des parents ou encore le genre. Le cas serbe met aussi en exergue l'importance de la temporalité de la mesure des inégalités, sachant qu'elles s'accroissent tout au long du parcours scolaire. Dans le deuxième chapitre, Michele S. Moses interroge les argumentaires nationaux en faveur de la discrimination positive, dégagant quatre rhétoriques différentes : la réparation (*remediation*) d'une discrimination ou d'un préjudice subi ; l'utilité (*practicality*) d'aider les plus défavorisés à intégrer le marché du travail ; la diversité (*diversity*) des étudiants comme élément positif pour l'université ; la justice sociale (*social justice*) procédant de la discrimination positive. La réparation et la justice sociale reposent sur des arguments moraux alors que l'utilité et la diversité relèvent davantage d'une logique instrumentale. Selon le contexte national, les arguments déployés en faveur de la discrimination positive sont ainsi très différents.

Trois contributions discutent ensuite des inégalités de réussite dans l'enseignement supérieur. À partir de plusieurs analyses quantitatives sur le système d'enseignement supérieur français, Magali Jaoul-Grammare montre que le passage d'une année à la suivante dans les études supérieures dépend fortement du genre, de la filière du baccalauréat, du retard au baccalauréat, du type d'établissement d'enseignement supérieur, de la profession des parents, du lieu de naissance de l'étudiant et de celui des parents. Mais ces multiples facteurs jouent différemment tout au long du parcours d'études supérieures : si les caractéristiques scolaires sont déterminantes en début de parcours, la réussite en fin de parcours dépend essentiellement des caractéristiques sociodémographiques. Dans un contexte différent, l'enseignement supérieur aux États-Unis, Carol Schmid analyse les inégalités de réussite au sein des *community colleges*. L'origine ethnique des étudiants est déterminante dans les inégalités d'obtention du diplôme de niveau bac + 2 et dans celles de poursuite d'études dans une formation de niveau licence. Au-delà du cas américain,

cette contribution met en avant les effets possibles de la stratification du système d'enseignement supérieur sur les inégalités d'accès et de réussite, enjeu tout aussi essentiel en France. À l'heure de la massification des études supérieures, les inégalités se déplacent vers le haut, en particulier vers le doctorat. C'est à ce niveau d'études que Paul Wakeling analyse les inégalités de réussite à partir du cas britannique. Il montre que les inégalités sociales de réussite se sont déplacées au niveau *postgraduate*, au-delà des inégalités déjà présentes au niveau licence. Les inégalités sont plus fortes au niveau doctorat qu'au niveau master, les variables déterminantes relevant des domaines d'études et des notes obtenues par l'étudiant. La classe sociale explique peu les différences de réussite toutes choses égales par ailleurs, la réussite scolaire des étudiants issus de milieux modestes étant moindre dans le supérieur et leur domaine d'études étant moins propice à une poursuite d'études. Ces trois chapitres montrent ainsi, chacun à sa manière, le déplacement des inégalités vers le haut, en particulier vers le niveau master et doctorat, les inégalités s'accumulant à travers ces paliers supplémentaires d'études.

La suite de l'ouvrage porte sur les inégalités d'insertion, essentiellement dans le champ académique. Benoît Cret et Christine Musselin explicitent les quatre étapes inégalitaires dans le processus d'accès à une position d'enseignant-chercheur en France : la variabilité du nombre d'emplois dans le temps, les postes étant plus ou moins nombreux selon les années ; les inégalités précédant la sélection (autosélection et effet de site) ; la plus ou moins grande impartialité des procédures de recrutement ; l'évolution des critères de sélection dans le temps. Farinaz Fassa et Jacques-Antoine Gauthier évaluent ensuite les inégalités de genre dans l'emploi académique en Suisse en montrant comment les facteurs structurels, organisationnels et individuels interagissent pendant le processus de sélection. Les représentations sur ce que devrait être un enseignant-chercheur, immergé dans le monde de la connaissance et détaché des autres tâches, pèsent fortement sur les carrières des femmes, celles-ci ne parvenant pas souvent à intégrer cette identité académique désirable. Dans la dernière contribution, Marc Kaulisch et Susan Böhmer analysent l'accès à un poste d'enseignant-chercheur en Allemagne. Outre les inégalités créées avant la fin du doctorat, l'obtention d'un poste d'enseignant-chercheur est peu corrélée au genre et à l'origine sociale des individus. En revanche, l'université d'accueil pour la thèse, la mobilité internationale après la thèse et l'obtention d'une bourse post-doctorale prestigieuse sont autant de facteurs essentiels à un meilleur accès à un poste pérenne d'enseignant-chercheur. Si cette partie laisse dans l'ombre la majeure partie des problématiques d'insertion des étudiants du supérieur, à savoir en dehors du champ académique, les trois contributions se répondent et offrent un tableau intéressant des inégalités dans le champ

académique, en articulant les effets institutionnels, le poids des représentations et l'impact des stratégies individuelles.

Les ouvrages issus des actes d'un colloque ont souvent le problème d'une absence d'unité méthodologique. Cet ouvrage ne déroge pas à cette règle, en passant de méthodes quantitatives complexes à des analyses de dispositifs de politiques publiques. L'unité ne se trouve pas non plus dans un espace géographique circonscrit, les contributions s'inscrivant dans des contextes nationaux très différents. Rassembler des travaux si divers constituait finalement un pari risqué. Dans cette multiplicité de méthodes et de contextes nationaux, tout l'art consistait à assembler ces diverses analyses empiriques de manière à illustrer une discussion théorique unifiée. À ce titre, l'ouvrage est une réussite puisque la conclusion théorique de Gaële Goastellec présente une montée en généralité concrétisant les diverses contributions de manière efficace et permettant une meilleure compréhension de la complexité ou, plutôt, du processus de complexification des inégalités dans l'enseignement supérieur.

Nicolas Charles
Université Bordeaux-Segalen, Centre Émile-Durkheim

HENRI-PANABIÈRE G. (2010). *Des « héritiers » en échec scolaire*. Paris : La Dispute, 190 p.

L'ouvrage, issu d'une thèse de sociologie, met en évidence les déterminants sociaux des difficultés scolaires (et, en creux, de la réussite scolaire) chez des collégiens aux parents relativement dotés scolairement. Il s'inscrit dans la prolifique lignée des travaux sur l'échec et la réussite scolaire mais remplit la quatrième case, peu fréquentée, d'un tableau croisant réussite ou échec d'une part, et parents non dotés ou très dotés d'autre part. Peu fréquentée, sans doute, car elle est parfois considérée comme moins urgente politiquement, en plaçant l'attention sur des cas « atypiques » d'enfants privilégiés plutôt que sur la forte mortalité scolaire des catégories populaires, sur les chances différentielles d'accès aux filières sélectives élevées, voire sur les voies de rétablissement (filiales refuges, capital social) des mauvais élèves d'origine sociale élevée. Pourtant, en mettant en évidence les conditions d'infélicité de la reproduction de propriétés scolairement rentables, l'auteure confirme et précise la théorie de l'héritage culturel.

Gaële Henri-Panabière présente son enquête avec rigueur. Outre des annexes méthodologiques placées à la fin de l'ouvrage, il faut saluer la démarche remarquable de l'auteure qui livre les matériaux statistiques de son enquête, dans un article publié dans la revue *Sociologie*,